

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, on évalue constamment l'efficacité des sanctions. Je crois qu'il faut diviser cette question en deux volets, à savoir: Sont-elles efficaces en soi et de par l'appui du monde extérieur? Contribuent-elles à modifier l'attitude de l'Irak?

La réponse au premier volet de la question, à savoir si elles sont efficaces en soi et de par l'appui du monde extérieur, est très certainement affirmative. Cela tient en partie à l'existence d'un blocus naval très efficace au sein duquel le Canada joue, je dois le dire, un rôle louable. Elle tient aussi à un appui international ferme. Nous surveillons cela de près. Nous avons un représentant à la vice-présidence du sous-comité des sanctions du Conseil de sécurité.

En ce qui a trait au second volet de la question concernant l'incidence des sanctions sur l'Irak, je dirai qu'il y a une certaine incidence. Je dois avertir la Chambre que les sanctions ne semblent pas devoir modifier l'attitude de l'Irak à brève échéance, mais je ne conviens pas moins avec le député que nous voulons continuer à user de sanctions et d'autres moyens pacifiques pour faire comprendre à Saddam Hussein que le monde est déterminé à lui faire quitter le Koweït.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Nous observons une escalade des déclarations belliqueuses, nous apprenons que les États-Unis vont envoyer plus de troupes et de chars et qu'ils cherchent à obtenir l'appui des Soviétiques pour une offensive sous leur commandement, et nous entendons de nombreuses déclarations de la part de Margaret Thatcher de Grande-Bretagne, et d'autres leaders, préconisant l'escalade militaire. Je voudrais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il préconise l'escalade pacifique.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures fera-t-il comprendre au monde entier, en termes énergiques et clairs, que le Canada ne participera à une guerre offensive que si celle-ci reçoit la pleine approbation des Nations Unies et de notre Parlement après l'échec de toutes les tentatives de règlement pacifique du conflit?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le chef du Nouveau Parti démocratique a l'habitude de faire de longs préambules comportant de nombreuses affirmations qui ne sont pas toujours exactes. Je ne veux donc pas donner l'im-

Questions orales

pression d'approuver l'une ou l'autre des nombreuses affirmations contenues dans son préambule.

La position du gouvernement est très claire. Nous nous efforçons d'en arriver à une solution pacifique. Nous tâchons de faire en sorte que s'il fallait recourir à la force, cela se fasse sous l'égide des Nations Unies. Nous travaillons très fort à y parvenir.

Nous tenons certes à ce que Saddam Hussein sache bien que le reste du monde, le Canada y compris, est résolu à recourir à la force s'il ne répond pas aux mesures de pression pacifiques.

La députée laisse entendre que nous devrions prévoir des délais qui permettraient, selon ses propres paroles je crois, de convaincre entièrement le Parlement de la nécessité d'une action que nous pourrions entreprendre. Cela veut dire, je suppose, convaincre tous les députés à la Chambre des communes. Elle doit le savoir, cela voudrait dire que le Canada pourrait alors se voir dans la situation où, après nous être engagés à appuyer une action internationale, quand vient le moment d'agir, nous sommes incapables de le faire vraiment à cause des délais exigés par notre système parlementaire. Je pense qu'en y réfléchissant bien, elle ne voudrait pas que le Canada se trouve dans pareille situation.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, comme tous les Canadiens, je suis d'avis que, dans une démocratie, un débat libre et général sur la possibilité d'une entrée en guerre n'est pas une source de retard, mais un élément essentiel de ce que devrait être notre politique étrangère.

Des voix: Bravo!

[Français]

Mme McLaughlin: Monsieur le Président, s'il y a beaucoup de pays qui appuient le blocus économique de l'Irak, c'est parce qu'ils veulent tous trouver une solution pacifique à la crise du Golfe. Aujourd'hui, devant le Comité des affaires extérieures, Gwynne Dyer par exemple a dit qu'on doit donner aux sanctions économiques le temps de marcher.

Ma question pour le ministre est la suivante: Quelles informations a-t-il reçues des États-Unis et des Nations Unies sur l'efficacité actuelle du blocus? Est-il prêt à donner aux sanctions le temps de marcher?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, la même question, exactement la même, vient d'être posée par le député de Winnipeg-Sud-Centre et je viens d'y répondre.